

La surprise polonaise du chef

Union Varsovie propose un autre candidat polonais que Donald Tusk au Conseil européen.

La situation à laquelle sont confrontés les dirigeants européens est, à vrai dire, peu banale. Alors qu'une belle majorité d'États membres de l'Union soutient la reconduction du Polonais Donald Tusk à la tête du Conseil européen, voilà que Varsovie met tout en œuvre pour lui barrer la route. *"Le gouvernement polonais propose la candidature de Jacek Saryusz-Wolski au poste de président"*, a annoncé le ministère des Affaires étrangères, samedi, par voie de communiqué.

L'élu de 68 ans, polyglotte, est bien connu dans les couloirs du Parlement européen qu'il sillonne depuis 2004. Il a fait de la politique étrangère, en particulier des pays d'Europe orientale, son domaine d'expertise. Mais il n'a jamais pris la tête de l'État ni du gouvernement, et la *realpolitik* est ainsi faite qu'il n'a absolument aucune chance de prendre ses quartiers dans le bâtiment Europa.

La stratégie de Droit et Justice (PiS), le parti nationaliste au pouvoir en Pologne, se révèle d'autant plus retorse qu'il ne soutient pas la candidature d'un membre issu de ses propres rangs. Il a été puiser dans le vivier de l'opposition, au sein

de la Plate-forme civique (PO), à laquelle appartient Donald Tusk et appartenait Jacek Saryusz-Wolski jusqu'à samedi. La PO n'a pas traîné, en effet, à exclure l'eurodéputé de ses rangs, entraînant sa mise à l'écart du Parti populaire européen.

Pour comprendre ce rebondissement, il faut se souvenir que le chef du PiS, Jaroslaw Kaczynski, a longtemps été l'ennemi juré de Donald Tusk sur la scène interne. Le premier, qui n'a jamais réussi à faire le deuil de la perte de son frère jumeau, juge le second moralement responsable de la catastrophe aérienne dans laquelle Lech Kaczynski avait perdu la vie en 2010. L'avion du président s'était écrasé près de Smolensk, en Russie, emportant une petite centaine de personnes, dont de nombreux hauts responsables polonais.

Jaroslaw Kaczynski ne pardonne pas non plus à Donald Tusk de soutenir des projets et décisions européens allant à l'encontre de ce qu'il estime être les intérêts polonais. Il accuse le président du Conseil européen d'avoir *"violé le principe de neutralité face à un État membre de l'UE, la Pologne en l'occurrence"*. On saura rapidement si ses efforts pour entraver la reconduction de M. Tusk auront porté leurs fruits. L'affaire doit être examinée au prochain sommet européen, jeudi à Bruxelles.

S.Vt.